

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Administration générale

DECEMBRE 2020

ARR_2020_247	DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DANS DIVERS ORGANISMES	1-2
ARR_2020_248	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – CONSEILLER MUNICIPAL DÉLÉGUÉ – BRUNO HABERKORN	3-4
ARR_2020_249	AUTORISATIONS OUVERTURES DOMINICALES 2021	5-6
ARR_2020_250	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – BRIGITTE POPARD	7-9
ARR_2020_251	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – PATRICK AUDARD	10-12
ARR_2020_252	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – CHRISTIANE JACQUOT	13-14
ARR_2020_253	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – NOUREDINE ACHERIA	15-16
ARR_2020_254	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – AZIZA AGLAGAL	17-18
ARR_2020_255	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – LUDOVIC RAILLARD	19-20
ARR_2020_256	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – JOËLLE BOILEAU	21-23
ARR_2020_257	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – LÉO LACHAMBRE	24-26
ARR_2020_258	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – JAMILA DE LA TOUR D'AUVERGNE	27-28
ARR_2020_259	FERMETURE DE L'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS "AUX JARDINS DES LOUPIOTS"	29-30
ARR_2020_260	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES À JOËLLE BOILEAU, 7E ADJOINTE, SUITE ABSENCE DU MAIRE POUR CONGÉ	31

ARR_2020_261	Concession_30ans_Case19_DUBREUIL	32
ARR_2020_262	Concession_30ans_R65_LOMBARD	33
ARR_2020_263	Concession_15ans_N233_TROSSAT	34
ARR_2020_264	Concession_15ans_N234_LARGY	35
ARR_2020_265	Concession_15ans_M114_DIAFAT	36
ARR_2020_266	Concession_15ans_M187_VALLET	37
ARR_2020_267	Concession_15ans_J143_LAFONT	38
ARR_2020_268	Concession_15ans_H101_LEGOUX	39
ARR_2020_269	Concession_15ans_D150_BECHET	40

N° ARR_2020_247**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales,
 Vu l'arrêté n° ARR_2020_137 portant désignation de représentants de la Ville de Chenôve dans divers organismes,
 Vu l'arrêté n° ARR_2020_188 portant modification de représentants de la Ville de Chenôve dans divers organismes,
 Vu l'arrêté n° ARR_2020_222 portant modification de représentants de la Ville de Chenôve dans divers organismes,
 Vu la lettre de démission du conseil municipal de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, 9e adjointe, en date du 23 novembre 2020,

Considérant que conformément à l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,
 Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est décidé de procéder au remplacement de conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

ORGANISMES	TITULAIRE(S) DÉSIGNÉ(S)	EN REMPLACEMENT DE
COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	L. RAILLARD	M-T. BOUGÉ
PIROUETTE CACAHUÈTE (COMITÉ DE PILOTAGE)	B. POPARD	M-T. BOUGÉ
ASSOCIATION MAIL'UP (COMITÉ DE PILOTAGE)	H. WALIDI-ALAOUI	M-T. BOUGÉ

Article 2 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 02/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_092 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_167 du 30 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Bruno HABERKORN,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par des membres du conseil municipal.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est décidé de mettre fin à l'arrêté n° ARR_2020_167 du 30 juin 2020 susvisé remplacé par le présent arrêté.

Article 2 :

Monsieur Bruno HABERKORN, conseiller municipal, reçoit délégation pour intervenir dans les domaines concernant **la Protection du Plateau, le Projet alimentaire de territoire et l'Écologie urbaine**.

Il exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec l'adjointe au maire à *la Cohésion sociale et urbaine, aux Projets de ville et aux Habitats, à la Politique de la ville, à la Transition écologique, aux Relations humaines et sociales et aux Sports*, et l'adjointe au maire au *Handicap et à l'Accessibilité pour tous, et à l'Économie sociale et solidaire*, ainsi qu'avec le cabinet du maire, la direction générale des services et les différents services concernés. Il suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 3 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Monsieur Bruno HABERKORN rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles le conseiller municipal délégué a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 4 :

Monsieur Bruno HABERKORN accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Il est habilité à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de fonctions.

Article 5 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures, en accord avec le.s adjoint.e.s de tutelle, pour certains courriers de gestion courante, et certains actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Article 6 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature du conseiller municipal délégué sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 7 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 9 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressé et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu notamment les articles L.3132-26, L.3132-27 et R.3132-21 du Code du Travail prévoyant en particulier les dérogations au principe du repos dominical pour les commerces de détail employant des salariés et les conditions dans lesquelles un repos compensateur est accordé,

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, modifiant les dispositions du Code du Travail relatives aux dérogations au repos dominical des salariés (dite « loi MACRON »),

Vu les arrêtés préfectoraux réglementant la fermeture hebdomadaire de certains commerces de détail,

Vu la concertation des représentants des pôles commerciaux de Dijon Métropole et la consultation des organisations des partenaires sociaux d'employeurs et de salariés, concernant les ouvertures dominicales pour l'année 2021 dans l'agglomération dijonnaise, avec comme objectif commun la cohérence territoriale, la communication claire auprès du public et l'adéquation entre les enjeux économiques et les enjeux sociaux,

Vu l'avis du Conseil de Dijon Métropole du 19 novembre 2020,

Vu l'avis favorable de dérogation au repos dominical 2021 du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2020 pour les commerces de détail et la branche automobile.

ARRÊTE

Article 1 :

Les commerces de détail, situés sur le territoire de la commune de Chenôve, sont autorisés à ouvrir leurs établissements et à occuper du personnel salarié, sous réserve des dispositions préfectorales les concernant, les dimanches 24 janvier, 28 novembre, 5, 12 et 19 décembre 2021.

Article 2 :

La branche automobile, située sur le territoire de la Commune de Chenôve, est autorisée à ouvrir les dimanches 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 19 septembre et 17 octobre 2021.

Article 3 :

Chaque salarié ainsi privé du repos dominical percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.

Article 4 :

Un repos compensateur équivalent en temps sera accordé, soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos dominical.

Article 5 :

Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

Article 6 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication ou de son affichage et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 8 :

Monsieur le Maire de Chenôve est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Préfecture de la Côte-d'Or,
- Direction Départementale de la Sécurité Publique,
- DIRECCTE Bourgogne - Unité Territoriale de la Côte-d'Or,
- Direction Générale des Services de la Commune de Chenôve,
- Police Municipale de la Commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-15, L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_135 du 8 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Brigitte POPARD,

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire le 14 décembre 2020, et que, de fait, l'arrêté n° ARR_2020_135 du 8 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Brigitte POPARD, devient dès lors caduc,
Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE

Article 1 :

Madame Brigitte POPARD, 1^{re} adjointe au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant **la Cohésion sociale et urbaine, les Projets de ville et les Habitats, la Politique de la ville, la Transition écologique, les Relations humaines et sociales et les Sports.**

À ce titre et dans ces domaines, elle est habilitée à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Madame Brigitte POPARD pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où elle a reçu délégation.

Article 2 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Madame Brigitte POPARD rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 3 :

Madame Brigitte POPARD accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Elle est habilitée à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation

de fonctions.

Elle exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services, les différents services concernés et le Centre Communal d'Action Sociale et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 4 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Elle prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Dans le domaine de la Cohésion Sociale et urbaine, des Projets de ville et des Habitats et de la Politique de la ville, Madame Brigitte POPARD est habilitée à signer, avec l'aide du conseiller municipal délégué à l'urbanisme et le conseiller municipal délégué au logement :

- Tout document relatif au droit d'occupation des sols, à l'action foncière et à l'urbanisme opérationnel,
- Tous les actes relevant de ces domaines, à caractère général et particulier,
- Toutes les autorisations relatives à des travaux qui conduisent à la création, l'aménagement, ou la modification d'un établissement recevant du public, ainsi que les autorisations d'urbanisme afférentes,
- Tous les courriers et les actes relatifs à la conduite de la politique du logement et des habitats sur le territoire communal.

Dans le domaine des Relations humaines et sociales, Mme Brigitte POPARD est habilitée à signer :

- Les contrats de travail du personnel non titulaire sur emplois non permanents et leur renouvellement (saisonnier, accroissement temporaire),
- Les arrêtés d'avancement de grade, de reclassement ou intégration dans un grade suite réforme statutaire, les arrêtés d'avancement d'échelon et de promotion interne,
- Les courriers d'avertissement ou de blâme liés à une procédure disciplinaire engagée à l'encontre d'un agent de la commune,
- L'ensemble des documents administratifs et des bordereaux afférents à la paie. Sur ce dernier point, sont concernés autant les bordereaux mensuels de mandats que les bordereaux de mandats et/ou de titres de régularisations de paie.

Article 5 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjointe sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 6 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État

dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par :  Thierry FALCONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-15, L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_136 du 8 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Patrick AUDARD,

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire le 14 décembre 2020, et que, de fait, l'arrêté n° ARR_2020_136 du 8 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Patrick AUDARD, devient dès lors caduc,
Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Patrick AUDARD, 2^e adjoint au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant **la Vie de la Cité, l'Administration générale, les Finances et la Commande publique**.

À ce titre et dans ces domaines, il est habilité à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Article 2 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Monsieur Patrick AUDARD rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjoint a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 3 :

Monsieur Patrick AUDARD accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Il est habilité à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de fonctions.

Il exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services et les différents services concernés et suit au quotidien les

projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 4 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Il prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution de l'ensemble des marchés, quel que soit leur montant et la procédure mise en œuvre, et y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Dans le domaine de l'Administration générale, Monsieur Patrick AUDARD est habilité à signer :

- **Dans le domaine des affaires générales :**

- Tous actes pour la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans, y compris les décisions de mise à disposition du matériel,
- Tous courriers et actes de location et mises à disposition de salles municipales et de matériel, hors Cèdre et Maison de la Vie Associative.

- **Dans le domaine de l'état civil :**

- Les procès-verbaux d'audition des usagers projetant de se marier à l'étranger
- Les certificats d'hérédité,
- Les attestations d'accueil et les courriers de refus d'attestation d'accueil,
- Les registres de police,
- Les actes de parrainage civil lors des permanences.

- **Dans le domaine du cimetière :**

- Les arrêtés de concession et les courriers liés au renouvellement de concession
- Les autorisations de circuler en véhicule dans l'enceinte du cimetière
- Les autorisations liées à la législation funéraire (permis d'inhumer, crémation, soins de conservation...).

- **Dans le domaine des élections :**

- Les décisions d'inscription et de radiation des électeurs sur les listes électorales communales.

Dans le domaine des Finances, Monsieur Patrick AUDARD est habilité à signer :

- Toutes pièces comptables et financières, telles celles relatives à la liquidation, l'ordonnancement des dépenses, ainsi que celles relatives à la liquidation et recouvrement des recettes (y compris les commandements et donc les saisines et les relances de la perception), les attestations fiscales, les certificats administratifs (y compris de remboursement), la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement (y compris les bordereaux de dépenses/recettes et les bordereaux de factures). Ne sont pas concernés par les dispositions suscitées, les documents administratifs et des bordereaux afférents à la paie (c'est-à-dire les bordereaux mensuels de mandats et les bordereaux de mandats et/ou de titres de régularisations de paie),

- L'ensemble des bons de commande relevant de ses délégations, ainsi que les bons de commande à partir de 4 000 € TTC émanant des autres directions extérieures à ses délégations,

- Les arrêtés de créations, modifications, suppressions de régies ainsi que les nominations de régisseurs,

- Les courriers de refus d'attribution de subvention aux associations,
- Les états récapitulatifs de factures joints aux demandes de subventions et les demandes de versement de subventions,
- Les décisions portant sur le renouvellement de l'adhésion aux associations,
- Les décisions portant sur l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €,
- Les décisions portant sur l'acceptation de dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
- Les déclarations de FCTVA,
- L'ensemble des courriers relatifs à la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE),
- Les courriers de refacturation aux propriétaires d'animaux errants des frais de capture,
- La certification exécutoire des actes concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité.

Dans le domaine de la commande publique, Monsieur Patrick AUDARD est habilité à signer :

- Tous les marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents de la collectivité, ainsi que tous leurs actes d'exécution et de règlement,
- Toutes les lettres de rejet et d'acceptation relatives à l'ensemble des marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents de la collectivité.

Article 5 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjoint sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 6 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressé et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-15, L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_107 du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Christiane JACQUOT,

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire le 14 décembre 2020, et que, de fait, l'arrêté n° ARR_2020_107 du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Christiane JACQUOT, devient dès lors caduc,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE

Article 1 :

Madame Christiane JACQUOT, 3^e adjointe au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant **la Solidarité, l'Inclusion et l'Action sociale**.

À ce titre et dans ces domaines, elle est habilitée à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Madame Christiane JACQUOT pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où elle a reçu délégation.

Article 2 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Madame Christiane JACQUOT rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 3 :

Madame Christiane JACQUOT accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Elle est habilitée à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en

particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de fonctions.

Elle exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services, les différents services concernés et le Centre Communal d'Action Sociale et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 4 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Elle prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Article 5 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjointe sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 6 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-15, L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_108 du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Nouredine ACHERIA,

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire le 14 décembre 2020, et que, de fait, l'arrêté n° ARR_2020_108 du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Nouredine ACHERIA, devient dès lors caduc,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Nouredine ACHERIA, 4^e adjoint au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant **la Jeunesse, la Formation et l'Accompagnement vers l'emploi, les Commerces et les Marchés**.

À ce titre et dans ces domaines, il est habilité à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Monsieur Nouredine ACHERIA pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où il a reçu délégation.

Article 2 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Monsieur Nouredine ACHERIA rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjoint a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 3 :

Monsieur Nouredine ACHERIA accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Il est habilité à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier

ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de fonctions.

Il exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services, les différents services concernés et le Centre Communal d'Action Sociale et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 4 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Il prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Article 5 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjoint sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 6 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressé et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-15, L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_109A du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Aziza AGLAGAL,

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire le 14 décembre 2020, et que, de fait, l'arrêté n° ARR_2020_109A du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Aziza AGLAGAL, devient dès lors caduc,
Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE

Article 1 :

Madame Aziza AGLAGAL, 5^e adjointe au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant l'**Éducation**, notamment la petite enfance, les affaires scolaires, les secteurs péri et extra-scolaires, ainsi que les suivis du Projet Éducatif Global et du label « Cité éducative ».

À ce titre et dans ces domaines, elle est habilitée à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Madame Aziza AGLAGAL pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où elle a reçu délégation.

Article 2 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Madame Aziza AGLAGAL rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 3 :

Madame Aziza AGLAGAL accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Elle est habilitée à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation

de fonctions.

Elle exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services, les différents services concernés et le Centre Communal d'Action Sociale et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 4 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Elle prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Article 5 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjointe sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 6 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-15, L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_110 du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Ludovic RAILLARD,

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire le 14 décembre 2020, et que, de fait, l'arrêté n° ARR_2020_110 du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Ludovic RAILLARD, devient dès lors caduc,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Ludovic RAILLARD, 6° adjoint au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant **la Vie Associative, la Participation citoyenne, la Lutte contre les discriminations et la Propreté et le Cadre de vie**.

À ce titre et dans ces domaines, il est habilité à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Monsieur Ludovic RAILLARD pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où il a reçu délégation.

Article 2 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Monsieur Ludovic RAILLARD rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjoint a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 3 :

Monsieur Ludovic RAILLARD accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Il est habilité à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier

ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de fonctions.

Il exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services et les différents services concernés et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 4 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, le dépôt de plaintes au nom de la commune, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Il prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Dans le domaine de la Vie associative, Monsieur Ludovic RAILLARD est habilité à signer :

- Les courriers, actes et conventions avec les associations de la ville,
- Les actes et bons de commande de la Maison de la Vie Associative.

Article 5 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjoint sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 6 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressé et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

N° ARR_2020_256**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-15, L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_221 du 16 octobre 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Joëlle BOILEAU,

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire le 14 décembre 2020, et que, de fait, l'arrêté n° ARR_2020_221 du 16 octobre 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Joëlle BOILEAU, devient dès lors caduc,
Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE**Article 1 :**

Madame Joëlle BOILEAU, 7^e adjointe au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant **la Tranquillité publique, les Travaux, la Préservation et la valorisation du patrimoine**, ainsi que **la Mémoire et le monde combattant**.

À ce titre et dans le domaine de la Tranquillité publique, elle est habilitée à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Prendre en charge pour le Maire les dossiers relatifs à la sécurité routière,
- Piloter toutes les réunions des instances locales (CRO, CLS, GTO),
- Représenter le Maire aux réunions stratégiques et sensibles en son absence,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

À ce titre et dans les autres domaines, elle est habilitée à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Madame Joëlle BOILEAU pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où elle a reçu délégation.

Article 2 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Madame Joëlle BOILEAU rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 3 :

Madame Joëlle BOILEAU accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Elle est habilitée à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de fonctions.

Elle exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services, la direction de la tranquillité publique et les différents services concernés et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 4 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, le dépôt de plaintes au nom de la commune, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Elle prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Article 5 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjointe sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 6 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-15, L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_112A du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Léo LACHAMBRE,

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire le 14 décembre 2020, et que, de fait, l'arrêté n° ARR_2020_112A du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Léo LACHAMBRE, devient dès lors caduc,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Léo LACHAMBRE, 8^e adjoint au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant **la Culture, l'Éducation populaire et le Numérique pour tous**.

À ce titre et dans ces domaines, il est habilité à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Monsieur Léo LACHAMBRE pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où il a reçu délégation.

Article 2 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Monsieur Léo LACHAMBRE rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjoint a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 3 :

Monsieur Léo LACHAMBRE accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Il est habilité à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de

fonctions.

Il exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services et les différents services concernés et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 4 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Il prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Dans le domaine de la Culture, Monsieur Léo LACHAMBRE est habilité à signer :

- Les courriers et conventions de location et de mise à disposition du Cèdre,
- Les bons de commande de moins de 4 000 € TTC,
- Les contrats de commande des spectacles et tous les actes et documents relatifs à la programmation de la saison culturelle,
- Les contrats de location des instruments par le Conservatoire à rayonnement communal,
- Les actes concernant les associations culturelles.

Article 5 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjoint sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 6 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressé et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_121 du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est décidé de mettre fin à l'arrêté n° ARR_2020_121 du 27 mai 2020 susvisé remplacé par le présent arrêté.

Article 2 :

Madame Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE, 9° adjointe au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant **le Handicap et l'Accessibilité pour tous, et l'Économie sociale et solidaire**.

À ce titre et dans ces domaines, elle est habilitée à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Madame Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où elle a reçu délégation.

Article 3 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Madame Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 4 :

Madame Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Elle est habilitée à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de fonctions.

Elle exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services, les différents services concernés et le Centre Communal d'Action Sociale et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 5 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Elle prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Article 6 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjointe sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 7 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 9 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par :  Thierry FALCONNET
Date : 15/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-24 du Code Général des Collectivités Territoriales conférant certains pouvoirs de police au Maire,
Vu la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du Covid-19,
Vu l'arrêté du 9 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19,
Vu le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire
Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19,
Vu l'avis de l'académie nationale de médecine du 22 avril 2020 en vertu duquel « pour être efficace, le port du masque anti-projection doit être généralisé dans l'espace public. Cette mesure ne peut avoir un impact épidémiologique sur la circulation du virus que si tout individu s'astreint à l'appliquer dès qu'il sort de son domicile,

Considérant les circonstances exceptionnelles découlant de la menace sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 en cours et l'urgence d'enrayer la propagation du virus,
Considérant qu'il incombe au Maire, au titre de ses pouvoirs de police, de prévenir par les précautions convenables, les maladies épidémiques et contagieuses,
Considérant qu'il est indispensable de respecter les gestes barrières et les règles de distanciation sociale, mais que ces règles ne sont pas suffisantes pour limiter les risques de propagation du virus,
Considérant qu'il est nécessaire de protéger la population sur l'espace public,
Considérant que plusieurs personnels intervenant « Au Jardin des Loupiots » ont été testés positifs au Covid-19,

ARRÊTE**Article 1 :**

Du jeudi 12 novembre au mardi 24 novembre 2020 inclus, la crèche « Au Jardin des Loupiots » est fermé au public.

Article 2 :

Toutes infractions aux présentes dispositions seront considérées, poursuivies et sanctionnées conformément à la loi.

Article 3 :

Les services du Département, les services préfectoraux, l'ARS et le médecin du travail, ont été informés.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à la responsable de la crèche « Au Jardin des Loupiots » et transmise à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 17/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22, L.2122-23 et L.2131-1,
Vu les délibération n° DEL_2020_093 du 14 décembre 2020 portant élection des adjoints,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_256 du 15 décembre 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Joëlle BOILEAU, 7° adjointe,

Considérant que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints notamment,
Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'administration publique en organisant une délégation de fonctions et de signatures en raison de l'absence, de l'empêchement ou de l'indisponibilité temporaires du Maire sur la période des vacances de Noël 2020 mentionnée ci-après.

ARRÊTE**Article 1 :**

En mon absence, délégation de signatures est accordée à Madame Joëlle BOILEAU, 7° adjointe, du 24 décembre 2020 au 3 janvier 2021 inclus.

Article 2 :

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaires dans les affaires pour lesquelles les adjoints ont reçu délégation.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur général des services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 17/12/2020
Qualité : Maire

N°ARR_2020_261

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Marie-Claude DUBREUIL** domiciliée **3 rue de la Fontaine 21150 THENISSEY**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille DUBREUIL**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession Case n°19 de 30 années,**
- **à compter du 06/12/2020.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6506 du 07/10/2020 et expirant le 06/12/2050.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **396 € (TROIS CENT QUATRE VINGT SEIZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/11/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 04/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_262

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Jean-Pierre LOMBARD** domicilié **15 impasse du Muguet 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille LOMBARD**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession R 65 de 30 années,**
- **à compter du 17/11/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6526 du 17/11/2020 et expirant le 17/11/2050.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **23/11/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 04/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_263**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Jean-Marc TROSSAT** domicilié **46 rue Arthur Defer 59280 ARMENTIERES**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille TROSSAT**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession N 233 de 15 années,**
- **à compter du 24/07/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6524 du 10/11/2020 et expirant le 24/07/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **23/11/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 04/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_264

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Daniel LARGY** domicilié **68 avenue Victor Hugo 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille LARGY**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession N 234 de 15 années,**
- **à compter du 27/07/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6522 du 04/11/2020 et expirant le 27/07/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **23/11/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 04/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_265

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Saliha BEN MOKHTAR** domiciliée **6 rue de la Croix Etienne 21600 FENAY**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille DIAFAT**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession M 114 de 15 années,**
- **à compter du 03/11/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6519 du 03/11/2020 et expirant le 03/11/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **23/11/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 04/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_266

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Nathalie VALLET** domiciliée **6 avenue de Bourgogne 21800 QUETIGNY**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille VALLET**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession M 187 de 15 années,**
- **à compter du 15/06/2024 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6518 du 02/11/2020 et expirant le 15/06/2039.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/11/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 04/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Martine LAFONT** domiciliée **7 ruelle Saint Antoine 21380 MESSIGNY ET VANTOUX**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille CHOULOT**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession J 143 de 15 années,**
- **à compter du 08/09/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6521 du 04/11/2020 et expirant le 08/09/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **23/11/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 04/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_268

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Sylviane LEGOUX** domiciliée **1 impasse de Vendée 21800 CHEVIGNY ST SAUVEUR**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille MILLET**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 101 de 15 années,**
- **à compter du 04/01/2021 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6517 du 30/10/2020 et expirant le 04/01/2036.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/11/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 04/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Monsieur Pierre BECHET** domicilié **31 chemin de Saint Jean 13800 ISTRES**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BECHET**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession D 150 de 15 années,**
- **à compter du 11/10/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6513 du 15/10/2020 et expirant le 11/10/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/11/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 04/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint